

# Du logiciel libre au communisme

Avec les prodigieuses innovations technologiques des dernières décennies, les logiciels sont devenus des objets du quotidien. Ils sont également devenus un marché juteux, qui a permis notamment l'essor de *Microsoft*, dont le PDG (Bill Gates) fut de 1996 à 2007 l'homme le plus riche du monde. Cette multinationale a cristallisé contre elle beaucoup d'oppositions ouvertes ou larvées, et illustre le caractère réactionnaire du capitalisme dans le champ de la production intellectuelle. Par ailleurs, un des mouvements les plus féconds contre le brevetage est celui des logiciels libres. Que peut-on en dire d'un point de vue communiste révolutionnaire ?

## Le marché du logiciel

Avant tout, il est utile de dire quelques mots du modèle économique de ce secteur relativement neuf et plutôt singulier qu'est le marché des logiciels.

Un logiciel est une suite d'instructions pour traiter des informations. Les logiciels n'ont de sens que depuis qu'il existe des ordinateurs capables de réaliser des séries d'opérations rapidement. Et le marché des logiciels n'a de sens que depuis qu'il existe un réseau (pas nécessairement direct comme Internet, mais celui-ci renforce les tendances) de micro-ordinateurs.

Un logiciel est un outil abstrait, exprimé dans différents « langages » (C++, Java...), qu'on peut transmettre sur différents supports (CD-ROM, email...). Par ailleurs, en pratique on n'acquiert pas son code de fonctionnement (le « code source ») mais une version prête à être exécutée (« version compilée ») dont on ne peut pas savoir comment elle marche<sup>1</sup>. Cela permet aux éditeurs de logiciels de vendre des millions d'exemplaires tout en gardant le secret sur la conception du logiciel. Car en réalité, ce n'est pas « le logiciel » qui est vendu, mais une version exécutable soumise à une licence d'utilisation, apportant un certain nombre de restrictions (« tu ne prêteras point... »).

Une des particularités du logiciel, c'est qu'une fois conçu, son coût de copie est négligeable. C'était déjà le cas avec les premières disquettes, c'est encore plus vrai à présent qu'il existe des clés USB et surtout une vaste infrastructure de transport de données : Internet. Lorsqu'on achète un CD contenant *Microsoft Office* par exemple, on paye certes le coût de fabrication de la galette, mais surtout une survalue conséquente (par rapport au prix d'un CD vierge). D'où vient cette valeur ?

On retrouve *a priori* les deux composantes « classiques » de la loi de la valeur :

- amortissement des ordinateurs, des locaux de l'entreprise, les dépenses d'électricité, etc. (capital constant)
- la rémunération de la force de travail des salariés (programmeurs...) et la plus-value qui leur est extorquée (capital variable)

On peut donc penser que le prix de vente d'une licence est approximativement établi par l'entreprise en fonction de ses coûts fixes (sommes des dépenses engagées pour la conception) et du nombre d'exemplaires qu'elle espère en vendre<sup>2</sup>. Une fois les ventes dépassant les coûts fixes, l'entreprise réalise des profits « indéfiniment » (elle a toujours des salaires à payer<sup>3</sup>, mais on peut considérer qu'ils forment les coûts fixes du prochain logiciel).

Sauf que la concurrence intervient, et est censée faire chuter les prix, jusqu'à une valeur résiduelle (due à des services liés comme les mises à jour ou le support technique). Cette concurrence existe, et les taux de profits dans le domaine sont tels qu'elle est très stimulée

---

1 Sauf par rétro-ingénierie, plus ou moins facilement, comme pour le décryptage.

2 Voir par exemple sur [www.aeos.com](http://www.aeos.com) pour un aperçu d'économie capitaliste du logiciel

3 Par ailleurs, l'intérim de programmeurs est assez répandu, pour ajuster la force de travail aux fluctuations du marché

lorsqu'un nouveau « besoin » est identifié, d'autant plus qu'une start-up en informatique requiert peu de capital initial. On l'a d'ailleurs vu avec la bulle informatique qui a éclaté en 2000, les capitaux qui se sont rués sur le secteur avaient extrapolé un peu trop vite leurs perspectives de rentabilité illimitée...

Mais il s'est passé très rapidement dans le monde du logiciel ce qui s'est passé progressivement sur tout marché : la création de puissants oligopoles. Ainsi, dans le secteur de la bureautique et des systèmes d'exploitation d'ordinateurs pour PC, 95 % des logiciels installés dans le monde sont des produits *Microsoft*. De 1988 à 2010, il y a eu 41 136 fusions-acquisitions dans le secteur, et ce dernier est dominé par les États-Unis (à 42%). Sans doute certains traits particuliers du monde logiciel ont-ils facilité cette centralisation du capital :

- la conception de leur propre système d'exploitation a permis à *Microsoft* et à *Apple* de favoriser structurellement leurs propres logiciels (la suite *Microsoft Office* vendue avec *Windows*...)<sup>4</sup>
- les ententes entre grands fabricants de matériel informatique (*IBM, HP, Acer, Dell*...) et *Microsoft* pour préinstaller *Windows* sur les machines vendues aux particuliers
- la mainmise des éditeurs de logiciels sur les formats de fichiers (le .doc requiert *Microsoft Word*, le .pdf requiert *Adobe Reader*...)
- les habitudes des consommateurs et leurs besoins de compatibilité (dans le monde professionnel encore plus) favorisent les logiciels déjà massivement utilisés

C'est ce qui fait que l'on peut parler d'une véritable rente de situation pour les grands monopoles, comme *Microsoft* qui dégage un taux de marge de 87% avec *Windows*.

Le logiciel est un des exemples les plus purs de ces marchandises contemporaines qui mettent en question la propriété intellectuelle bourgeoise. Cette dernière protège potentiellement trois aspects différents :

- *L'image de l'entreprise*. C'est le logo, les marques déposées... Ils représentent une accumulation complexe de travail de publicitaires et de réputation – qui n'est pas propre au monde logiciel.
- *Le code source*. C'est principalement lui qui est défendu, par le droit d'auteur, mais surtout comme un secret de fabrication, en n'étant pas dévoilé. Il représente une certaine quantité de travail, qui pourrait être « captée » instantanément par copie. Cela court-circuiterait le vendeur, mais surtout, cela permettrait au copieur d'apporter une amélioration au logiciel et de le vendre à son tour.
- *Le concept*. Par exemple, le fait d'avoir une interface graphique dans un système d'exploitation (les fenêtres de *Windows*). Théoriquement, les concepts sont aussi défendus par brevets, mais heureusement c'est peu appliqué en pratique (*Windows* a d'ailleurs repris l'idée d'interface graphique à *Unix*). On peut donc s'inspirer d'une idée du moment que l'on refait le travail de programmation de son côté. Néanmoins les lobbies cherchent toujours à poser des « brevets logiciels », notamment aux États-Unis et au Japon. C'est tellement frontalement contraire à l'idéologie libérale qu'Alain Madelin est contre !

## **Le logiciel libre = la résistance ?**

Certains évoquent avec nostalgie les premiers temps de l'informatique, dans les années 60/70. Les capitalistes ne réalisaient pas les lourds investissements alors que tout restait à concevoir, tant les ordinateurs – qui prenaient des pièces entières – que les logiciels permettant d'en tirer quelque chose. C'est pourquoi c'est d'abord l'armée qui a financé la recherche dans le domaine, aux États-Unis. Mais très rapidement, elle a compris l'intérêt de profiter de milliers de passionnés, en reliant les universités avec le premier réseau « internet », et en laissant les étudiants en informatique fourmiller d'idées. On s'échangeait alors librement les codes de

---

4 Certains supposent même que *Microsoft* n'a jamais mis trop de zèle pour empêcher les copies illégales de *Windows* chez les particuliers, tant celles-ci élargissent ensuite le marché des logiciels ou des jeux *Microsoft*.

logiciels qu'on testait en tâtonnant sur d'improbables machines.

C'est la logique même du capitalisme qui s'est imposé au logiciel dès qu'il a pu devenir un marché. Bill Gates en est l'exemple caricatural. Les premiers logiciels vendus l'étaient naïvement, sans condition, principalement au constructeur monopoliste d'alors, IBM. Le jeune Gates, né dans une famille petite-bourgeoise et étudiant en informatique dans une école très sélective, va être un des premiers à vendre des licences, en 1975. L'ironie, c'est qu'il a inventé très peu de choses, reprenant pour l'essentiel des logiciels déjà commencés, et il aura réalisé une bonne partie de son investissement sur fonds publics, en utilisant longtemps les ordinateurs de l'université de Boston. Cela ne l'empêchera pas d'écrire en 1976 une « *Lettre ouverte aux bidouilleurs* » (« *Open letter to hobbyists* ») pour stigmatiser comme voleurs les passionnés d'informatiques qui avaient toujours partagé librement les logiciels et continuaient à le faire avec les « siens ».

Face à l'avancée rapide de cette logique bourgeoise, des petits groupes ont réagi dès les années 80. Notamment Richard Stallman, qui est un peu le gourou du mouvement du « logiciel libre » (free software). Il a alors commencé à regrouper et développer des logiciels librement accessibles à tous (Projet GNU), puis a voulu les protéger de la rapacité des privatisateurs. Il a d'abord popularisé le concept de « *Copyleft – All rights reversed* » par opposition au « *Copyright – All rights reserved* ». Il fonde la *Free software foundation* en 1985 et formalise en 1989 la protection légale des logiciels libres avec la Licence Publique Générale (GPL). Richard Stallman, longs cheveux et longue barbe, parle d'éthique et met du pacifisme dans ses emails. Rien de bien méchant.



*Richard Stallman lors d'une conférence à Bruxelles en 2007*

Mais c'est déjà trop idéologique pour certains, comme Eric Raymond – qui lui se définit comme libertarien. Raymond préfère mettre en avant le concept d'« *open source* » et le fait que le logiciel libre serait plus efficace que le logiciel propriétaire. Dans son manifeste, « *La Cathédrale et le Bazar* », il reprend sa propre expérience et celle de Linus Torvalds, le créateur de *Linux*, pour montrer que l'open source (le bazar) est plus dynamique et innovant que les monolithes fermés (cathédrales). En pratique, « logiciel libre » et « open source » désignent

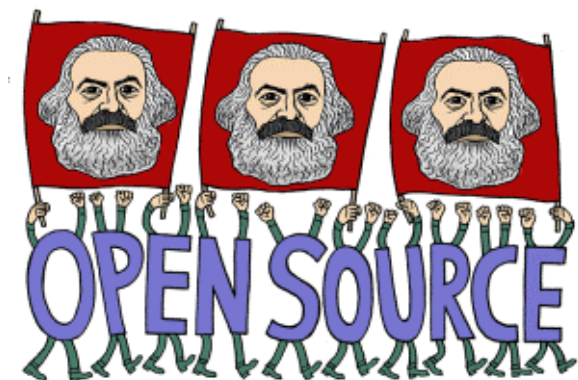
exactement la même chose, en connotant simplement des idéologies différentes – et les entreprises préfèrent le terme de Raymond. En bonne logique, ce dernier affirme aussi qu'il n'est pas nécessaire de protéger les logiciels libres avec des licences, puisque les privatiseurs se condamnent à moins d'efficacité, et seront sanctionnés par le marché. Plus généralement, il vit dans le mythe d'un internet qui réaliserait le rêve d'une anarchie capitaliste :

*« Internet est un grand promoteur des idées libertariennes. Je crois qu'un large accès à Internet, et une exploitation de toutes ses capacités comme marché électronique au comptant pourrait à terme être un facteur majeur d'obsolescence du gouvernement lui-même. »*

Ironiquement, on peut rapprocher ces idées de ceux qui croient voir émerger naturellement le communisme. Ainsi Daniel Bensaïd taclait à juste titre la « *béatitudo devant la révolution tranquille du cyber-marché* » en citant Richard Barbrook :

*« À une autre époque, l'abolition du capitalisme était envisagée sous des dehors apocalyptiques : soulèvements révolutionnaires, mobilisation de masse, et finalement dictature modernisatrice. C'est tout le contraire avec le cyber-communisme qui est vécu comme une expérience quotidienne sans aucun éclat. Au lieu de creuser la tombe de l'économie de marché, les Américains sont en train de dépasser tranquillement le capitalisme ! »<sup>5</sup>*

Certes, cette position est tellement idéaliste qu'elle a peu d'intérêt en elle-même. Mais elle a le mérite de pousser jusqu'au bout de leur logique ceux qui surestiment le pouvoir du logiciel libre au sein du capitalisme. Car on voit un certain nombre de geeks<sup>6</sup> semi-politisés qui cherchent un combat *via* le mouvement du libre, certains se disent « anargeek » (!) voire communistes<sup>7</sup>. Souvent, ils sont assez réalistes pour se rendre compte que les géants du logiciel propriétaire ne sont pas en train de s'écrouler, que les lois liberticides sur Internet se multiplient, et donc sont plutôt dans une logique de lutte. Une lutte contre la grande bourgeoisie, même si elle n'est pas revendiquée comme telle.



*Du logiciel libre au communisme ? Pas si simple...*

Mais en réalité, cette lutte reste quasi-systématiquement prisonnière d'un point de vue petit-bourgeois, celui-ci pouvant prendre de multiples formes. Le premier des écueils, c'est de penser qu'il faut avant tout agir individuellement : je fais une guerre de tranchée, j'installe *Linux* sur mon PC (*Linux* est un système d'exploitation libre concurrent de *Windows*). Ces milieux restant confidentiels, cela en conduit beaucoup à une forme d'élitisme : « *si les gens veulent se faire avoir par Microsoft, c'est leur problème* ». Et on retrouve une impuissance qui ressemble à celle de certains autonomes. Quand il y a des regroupements, c'est souvent sous forme associative, ou sous la forme d'un parti éclectique réformiste comme les *Parti Pirate*

<sup>5</sup> <http://www.npa2009.org/content/le-domaine-public-contre-la-privatisation-du-monde-par-daniel-bensaïd>

<sup>6</sup> Un geek est un passionné d'informatique.

<sup>7</sup> <http://www.numerama.com/magazine/1636-communisme-et-propriete-intellectuelle-le-duel.html>

(sur le modèle du *Piratparteit* suédois), souvent proches des *Verts*. D'autres, après avoir fait des constats pertinents sur le coût d'un logiciel, tentent de répondre à la question clé « qui finance les logiciels libres ? » par l'idée d'un financement communautaire des développeurs<sup>8</sup>.

## **Le mouvement du libre à lui seul est insuffisant**

Tant que l'on ne pose pas la question en grand, sur le plan social, on reste prisonnier de contradictions insolubles. Car si l'on admet le cadre du marché capitaliste et sa justification méritocratique, le logiciel propriétaire et plus largement la propriété intellectuelle restera légitime. On peut s'époumoner contre les monopoles, mais il n'y a aucune issue dans un « retour au marché libre » ou dans un cyber-coopérativisme qui grignoterait graduellement tout le secteur.

Premièrement, la grande bourgeoisie a mille liens, ou plutôt milles actions dans les grands logiciels « vache-à-lait », il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'elle sacrifie ces intérêts bien matériels au nom d'une idéologie libérale – à laquelle ne croient que les antilibéraux.

Ensuite, ces monopoles sont les seuls actuellement à avoir la capacité de développer les grands logiciels : les systèmes d'exploitation, les logiciels pour l'ingénierie ou l'architecture, les jeux vidéos... De ce point de vue, beaucoup de partisans du libre, qui sont souvent des passionnés, tendent à oublier que le secteur discret mais déterminant des progiciels (logiciels à destination des professionnels), n'est quasiment pas concerné par le libre. Les exceptions ? En terme de système d'exploitation, le seul *Linux* qui gagne un public un peu large est *Ubuntu*. Aucun mystère : un milliardaire Sud-Africain un peu philanthrope – et un peu libertarien lui aussi – paie des développeurs pour peaufiner les graphismes et surtout implémenter des pilotes, un travail laborieux pour que tous les périphériques du commerce (webcam, imprimante...), *a priori* prévus pour Windows ou Mac OS, puisse fonctionner avec.

Par ailleurs, on peut constater que les logiciels libres ont trouvé une place sur le marché du logiciel, en répondant à de nouveaux besoins. De nombreuses entreprises se sont spécialisées dans les services, sur lesquels elles font leurs profits. Comme elles ne peuvent pas réaliser l'énorme investissement nécessaire pour créer de toutes pièces des produits concurrents à *Microsoft* ou *Apple*, elles misent sur le développement communautaire et mutualisé de tel ou tel logiciel libre. C'était le cas par exemple de *Sun Microsystems* avec *OpenOffice*. Le géant *Google* aussi finance des logiciels libres (*Firefox* par exemple), et plus généralement ne base pas son profit sur la vente de licences (mais d'espaces publicitaires surtout). Néanmoins, cette tendance reste limitée, et semble connaître des reculs à chaque pas que fait la centralisation du capital (rachat de Sun par Oracle...).

D'ailleurs, on peut noter que dans certains cas le "cœur" d'un logiciel est "libre", parce que ce serait sans doute trop absurde autrement. Le code de calcul "EnergyPlus" (ministère de l'énergie américain) est libre : ça permet à tous les chercheurs généreux de bénévolement contribuer à l'améliorer, et ça augmente le prestige des USA, ce qui est disons "dans l'intérêt général des capitalistes US". Par contre les interfaces graphiques basées sur ce logiciel, condition pour qu'il soit commercialisable auprès des BET, sont des logiciels propriétaires hors de prix : ils représentent un capital directement valorisable.

Enfin, il faut remarquer que l'idéal d'une communauté du libre qui s'étendrait progressivement sur l'ensemble du secteur passe sous silence un obstacle majeur : la question du temps libre (et de l'accès aux compétences informatiques qui est très lié). Pour prendre des icônes, Richard Stallman est longtemps resté dans le monde universitaire, avec un passage chez IBM, Linus Torvalds était également étudiant en informatique, et son employeur lui a accordé du temps pour se consacrer à Linux. Aujourd'hui, les deux ont la chance de pouvoir vivre de leur passion (*Fondation Linux* pour Linus Torvalds, *Free Software Foundation* pour Richard Stallman). Plus modestement, parmi le gros des bataillons de passionnés du libre, combien d'étudiants,

---

<sup>8</sup> <http://www.gnu.org/philosophy/free-world.fr.html>

combien d'informaticiens – payés par le logiciel propriétaire ? Qu'a à dire le mouvement du libre pour tous ceux qui n'ont absolument pas la tête à mettre en place une communauté chargée d'auto-financer les logiciels, et encore moins le portefeuille pour ?

## **Seule la socialisation peut libérer le logiciel**

En bref, dans le logiciel comme ailleurs, il n'y aura pas de vraie avancée sans socialisme. Le nœud du problème, c'est encore et toujours que la classe laborieuse s'approprie les moyens de production. En particulier, les grands éditeurs de logiciels doivent être expropriés sous contrôle des salariés. Cette expropriation représentera à la fois une mise en commun de moyens de production sous la forme de talents de programmeurs, et la socialisation de richesses privées accumulées sous forme de codes source. Il est évident que l'ensemble du logiciel ainsi collectivisé serait « libre » au sens actuel, n'étant pas destiné à générer du profit.

Mais la différence avec la forme que ce mouvement prend actuellement, c'est que tous les moyens nécessaires pourraient être mis à disposition des programmeurs, y compris les codes des logiciels propriétaires d'aujourd'hui. Cela donnerait au logiciel libre un tout autre visage que celui qu'il a actuellement. En particulier, celui-ci a grandi dans des niches, à l'ombre des logiciels propriétaires grand-public, et cela a engendré beaucoup de morcellement, de tentatives éparpillées d'alternatives. La kyrielle de distributions *Linux* différentes l'illustre parfaitement. Mais *Ubuntu* montre aussi que lorsqu'une quantité de travail est concentrée dans un logiciel plus abouti et plus intuitif, cela remporte un plus grand succès. Le logiciel socialisé ne serait pas le fruit d'un réseau de passionnés produisant sur leur « temps de loisir », mais le fruit de tous ceux qui travaillent – autant qu'ils veulent – sur tel ou tel besoin, exprimé collectivement par la société.

Aujourd'hui, le logiciel propriétaire est certainement un frein au progrès, et c'est peut-être plus flagrant dans le domaine professionnel. Dans l'ingénierie du bâtiment par exemple, qui serait certainement moins cloisonnée qu'actuellement (architecte / bureau d'études / entreprise / sous-traitant / organisme de contrôle ...) des logiciels réellement transversaux et inter-opérables seraient un saut qualitatif. Et pour élaborer de tels logiciels, il est bien plus crédible d'exproprier *Autodesk* que de partir de rien et refaire patiemment – et absurdement – le travail fait par leurs salariés. Il en va de même dans de nombreux domaines pointus, comme la Reconnaissance Optique de Caractères, la reconnaissance vocale... Notons en passant que la planification collective de l'industrie du matériel informatique, débarrassée de la concurrence, permettrait également une bien meilleure communication des logiciels et des matériels, et la fin de cette aberration environnementale qu'est l'obsolescence volontaire.

Le dynamisme du logiciel libre est une réalité incontestable, malgré tous les freins actuels. Tout laisse supposer que cette même créativité serait décuplée dans une société socialiste, où des segments bien plus larges de la population pourraient s'adonner à la programmation logicielle, activité très stimulante intellectuellement.

A notre échelle, il y a un intérêt à utiliser des logiciels libres : cela permet d'avoir des logiciels gratuits sans prêter le flanc à des attaques pour piratage – ce qui pourrait arriver si un gouvernement cherche un prétexte pour museler une organisation.

Sur le plan de nos mots d'ordres en revanche, il ne faut pas sous-entendre que c'est un moyen de combat efficace pour un savoir partagé. Il faut certes prendre position pour le droit du logiciel libre face à la répression, comme le fait le NPA<sup>9</sup>. Mais plutôt que de s'en contenter, il faut saisir l'occasion pour avancer une perspective socialiste, convaincre qu'il est nécessaire d'exproprier les grands éditeurs de logiciels, de former un parti révolutionnaire !

**Ernest Everhard**

---

<sup>9</sup> <http://www.npa2009.org/content/des-logiciels-pas-si-libres>